
Werner REUTTER (Hrsg.), 2012, *Verbände und Interessengruppen in den Ländern der Europäischen Union*, 2., aktualisierte und erweiterte Auflage, Wiesbaden, Springer, 863 p.

Elia Bosco



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ress/2905>
DOI : 10.4000/ress.2905
ISSN : 1663-4446

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 27 novembre 2014
Pagination : 263-266
ISBN : 978-2-600-01866-1
ISSN : 0048-8046

Référence électronique

Elia Bosco, « Werner REUTTER (Hrsg.), 2012, *Verbände und Interessengruppen in den Ländern der Europäischen Union*, 2., aktualisierte und erweiterte Auflage, Wiesbaden, Springer, 863 p. », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], 52-2 | 2014, mis en ligne le 20 novembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ress/2905> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ress.2905>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Librairie Droz

Werner REUTTER (Hrsg.), 2012, *Verbände und Interessengruppen in den Ländern der Europäische Union, 2., aktualisierte und erweiterte Auflage*, Wiesbaden, Springer, 863 p.

Elia Bosco

- 1 Onze ans après sa première édition (*Verbände und Verbandssysteme in Westeuropa*, Opladen, Leske & Budrich, 2001, 480 p.), cette enquête fondamentale sur l'organisation des intérêts et les structures associatives de l'Union européenne (UE) est reproposée par l'un de ses deux maîtres d'œuvre originaires (l'autre étant Peter Rütters) dans une version augmentée et mise à jour. Le livre comporte une introduction de Werner Reutter (p. 11-54), vingt-sept chapitres portant sur autant de pays (le 28^e pays membre de l'UE, la Croatie, y est entré en 2013) et un texte final sur les agencements et les médiations qui s'opèrent à Bruxelles rédigé par Rainer Eising (p. 837-860). Un même schéma analytique unit les différentes contributions dans lesquelles les auteurs combinent une démarche de type historique avec les outils habituels de la recherche sur l'associationnisme, dont, notamment, ceux issus de la théorie néo-corporatiste. C'est ainsi que chaque chapitre commence par décrire l'assise juridique du modèle d'organisation du pays étudié en prenant soin d'en rappeler la formation. Sont ensuite dénombrées les associations œuvrant dans ces mêmes pays selon leurs domaines d'activité, des plus traditionnels (tels que l'agriculture et le marché du travail) aux plus récents (environnement et « troisième secteur »). Chacun des chapitres s'achève par l'examen des liens que ces associations ont noués avec les gouvernements nationaux et les institutions européennes.
- 2 À la base de ce schéma figure l'idée, qui remonte à Alexis de Tocqueville, selon laquelle les fonctions remplies par les associations ont participé à la démocratisation des sociétés modernes et, comme l'assure Werner Reutter, « peuvent contribuer à

l'affermissement et à la stabilité des démocraties actuelles » (p.11). En effet, l'organisation des intérêts entraîne l'agrégation des demandes des citoyens et une certaine discipline de la participation politique.

- 3 Il ne fait aucun doute que, envisagée de la sorte, l'organisation des intérêts a joué un rôle considérable dans l'établissement des États européens, du début du XIX^e siècle à la Première Guerre mondiale. Au cours de la période suivante, jusqu'aux années 1960, un écart s'est creusé entre les États de l'Europe orientale et les autres. Les premiers sont passés par l'expérience de régimes fascistes ou autoritaires (à l'exception de la Tchécoslovaquie jusqu'en 1938), pour faire partie ensuite du bloc soviétique. Du côté occidental, on a assisté à un renforcement des structures des intérêts, et plusieurs pays, hormis le Portugal, l'Espagne et la Grèce, ont évolué vers un ordre de type, *grosso modo*, « corporatiste libéral ». Cette configuration est due au fait que dans ces pays les conflits découlant des grands clivages socio-culturels ont été résolus ou, tout du moins, limités. À cet égard, les exemples ne manquent pas, qu'il s'agisse d'abord des conflits de classe et religieux, ou ensuite des conflits découlant des clivages ville/campagne et centre/périphérie.
- 4 En Belgique, une séparation de longue date entre les milieux catholique et laïco-socialiste a ainsi amené à la formation, et, par la suite, à la « coexistence pacifique », de deux aires d'intérêts (appelées « colonnes ») composées d'un épais réseau d'organisations (syndicats, assurances, coopératives, etc.). Ces dernières constituent le support d'un modèle corporatiste qui a peu changé depuis les années 1920 (Marc Hooghe, p. 55-74). La Hollande toute proche est typique d'une « démocratie de concordance » (d'après Arendt Lijpart) solidaire dès 1917 d'un système corporatiste reposant sur quatre colonnes : protestante, catholique, socialiste et libérale (Ralf Kleinfeld, p. 477-520). L'Allemagne de l'Ouest, pays aux nombreuses religions, a surmonté les divisions de l'époque guillaumienne et weimarienne grâce au modèle politico-institutionnel qu'elle a bâti au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Celui-ci se compose de deux grands partis interclassistes et interconfessionnels (SPD et CDU/CSU), d'un syndicat unitaire et d'une structure des intérêts qui, tout en présentant des aspects de « pluralisme tempéré », a engendré des formes achevées de concertation (Werner Reutter, p. 129-164). En revanche, dans l'Italie républicaine, l'aire catholique et celle de la gauche communiste et socialiste ne sont pas parvenues à des modes comparables de « pacification », tout en ayant mis en place une cohabitation à la fois instable et durable. Conjointement à la fragmentation des organisations syndicales et entrepreneuriales, ceci explique que des structures corporatistes explicites n'ont pu y voir le jour. La pratique de la concertation n'en a pas moins connu un développement dans les années 1990 ; pratique qui est aujourd'hui en crise à cause de l'affaiblissement des syndicats et de leur détachement des partis politiques (Marco Trentini et Massimo A. Zanetti, p. 345-370).
- 5 Dans les États de l'Europe septentrionale à religion protestante majoritaire, notamment en Suède (tout comme en Norvège, pays non membre de l'UE), il n'y a pas eu de véritable concurrence entre le mouvement ouvrier et les mouvements évangéliques dont l'apport à l'édification de ces États a été déterminant (Norbert Götz, p. 641-670). Dans ces contrées, il faut remarquer que se sont constitués des systèmes corporatistes d'inspiration social-démocrate, solides et centralisés, alors qu'au Royaume-Uni, pays également protestant, l'organisation des intérêts est fortement fragmentée (Jürgen Plöhn, p. 275-316). Le parcours de la France, quant à lui, a été original. Suite à

l'abolition des corps intermédiaires (c'est-à-dire des corporations) en 1791 (loi Le Chapelier), l'État a conservé longtemps sa prééminence sur les associations. Cela n'a toutefois pas empêché l'implication progressive de ces dernières à tous les niveaux du processus décisionnel (Eckhard Heidling, Arnaud Mias et Marc Milet, p. 211-246).

- 6 Le développement de ces modèles d'ordre a atteint son apogée entre les années 1950 et 1970 correspondant à l'« âge d'or » du capitalisme welfariste continental. Ce système a dû faire face très tôt à trois défis : l'offensive du néolibéralisme, la montée de la mondialisation et l'accélération de l'intégration européenne. Ces changements ont déprimé les structures corporatistes dans presque tous les pays concernés. Cela est confirmé par une série de faits, dont l'expansion du pluralisme associatif, l'affaiblissement de la concertation collective ainsi que de ses acteurs (syndicats et entrepreneurs), et la dégradation des rapports entre les associations et les partis politiques avec, notamment, l'émergence de nouvelles organisations de nature lobbyiste plus spécialisées et plus professionnelles que les associations traditionnelles. Ces tendances sont à l'origine de nombreuses ruptures de continuité, à commencer par celles qui se sont produites en Allemagne dans le domaine des relations industrielles et, après les réformes du gouvernement Gerhard Schröder, dans celui des politiques sociales et du marché du travail. C'est l'accélération de l'intégration européenne qui a eu le plus de conséquences sur l'organisation des intérêts, comme le souligne Rainer Eising dans son chapitre, du fait de l'« intrusion » des institutions communautaires dans les actes des gouvernements et, par là, dans la réglementation de la vie des associations, dont, forcément, certaines ont été favorisées au détriment d'autres. En témoigne le cas du Portugal, de l'Espagne de la Grèce, définitivement arrachés au « corporatisme autoritaire » par leur adhésion à l'UE (Ulrike Gröner, p. 583-614 ; Sören Brinkmann, p. 723-752 ; Kosta A. Lavdas et Efthalia Chatzigianni, p. 247-274).
- 7 L'UE a joué le même rôle propulsif dans la transformation des sociétés ayant appartenu à l'ancien empire soviétique, où l'essor des associations de représentation des intérêts relève d'abord de la mobilisation de la société civile de 1989-1990. D'autres causes sont survenues par la suite : le passage de ces sociétés à des économies de marché, notamment à travers des politiques de privatisation ayant entraîné la naissance d'une myriade de nouvelles associations et la refondation de nombreuses associations préexistantes ; le fait que l'état et la durée des associations ont été réglementés ; le soutien que certaines des nouvelles associations, les non-gouvernementales notamment, ont reçu de la part d'organismes occidentaux, voire transnationaux. À quoi il faut ajouter que, bien souvent, les élites mêmes des nouvelles associations se sont formées dans les pays de l'Ouest. Il semble ainsi qu'on soit fondé à conclure à un affermissement relatif des structures des intérêts organisés dans la plupart des États se situant au-delà de l'ancien rideau de fer. L'univers associatif y est largement représenté et le rapport que les associations entretiennent avec l'État est conforme à ce que l'on a connu à l'Ouest : de la concertation institutionnalisée dite « tripartite » au lobbysme effréné allant jusqu'à la corruption. Trois aspects problématiques sont à signaler. La participation à la vie associative demeure comparativement faible dans les pays de l'Europe orientale du fait de la méfiance des populations vis-à-vis des associations elles-mêmes, en particulier des syndicats (cette méfiance étant un héritage de l'ancien régime), et de la déception à l'égard de la politique actuelle, après les euphories des premières années. Les associations ont du mal à collaborer les unes avec les autres, y compris au sein d'un même secteur d'activité, et les scissions sont fréquentes. C'est particulièrement le cas en Pologne par exemple, le pays de *Solidariność* (Claudia-Yvette

Matthes, p. 551-582). Qui plus est, et en dépit de leur contribution à la cause de la démocratie, les associations ne semblent pas en mesure de contrer les processus régressifs à l'image de l'invololution autoritaire en cours en Hongrie (Werner Reutter, Hendrik Träger, p. 783-808). Or cela a lieu, comme le rappelle Rainer Eising, à un moment d'irrésolution de l'UE qui se trouve incapable de définir une politique économique partagée (en réalité, son modèle propre de capitalisme) et, simultanément, de relancer son unification politique et institutionnelle.

- 8 Dans son introduction, Werner Reutter observe que la recherche comparée sur l'organisation des intérêts se heurte à des difficultés sur le plan théorique autant qu'à des retards sur le plan empirique. Par la quantité inédite de faits qu'il rassemble, l'ouvrage *Verbände und Interessengruppen in den Ländern der Europäischen Union* présente à cet égard le mérite de remédier en partie à ce retard, tout en apportant un éclairage utile aux points théoriques les plus controversés par la définition d'un certain nombre de critères de comparaison. Son édition de 2001 avait déjà fait date. Il est difficile d'imaginer que l'étude des phénomènes d'association, et pas seulement en Europe, puisse se poursuivre indépendamment de cet ouvrage, dont la taille semble néanmoins décourager tout projet de traduction.

AUTEURS

ELIA BOSCO

Université de Turin – DPCS